

BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 22 – du 29 mai au 4 juin 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : ÉGYPTÉ : IMPACT DES TENSIONS RÉGIONALES SUR LE SECTEUR DES CÉRÉALES

En réponse aux pressions inflationnistes exercées par les tensions régionales, les autorités égyptiennes ont maintenu les prix du pain subventionné, consommé par environ 70 millions d'Égyptiens. Alors que le conflit avec l'Iran a entraîné une dépréciation de la livre égyptienne (environ 14 %) et des perturbations logistiques dans la région, la hausse des prix du blé a fait pression sur la filière meunière. En effet, les prix locaux du blé (à 12,5 % de protéines), départ entrepôt, sont passés d'environ 200 EUR à 230 EUR la tonne avant de se stabiliser autour de 220 EUR. Par ailleurs, la hausse des prix mondiaux de l'énergie a conduit le gouvernement à relever, en mars, les prix des carburants de 14 % à 17 % selon les catégories. Dans ce contexte, le gouvernement a maintenu le prix du pain subventionné à 0,0032 EUR l'unité, l'État ayant ainsi décidé de prendre en charge le surcoût lié à la hausse du prix du diesel pour les boulangeries, estimé à plus de 25 M EUR par an. Les autorités ont également imposé des plafonds de prix sur le pain non subventionné (« baladi » et « fino »), compris entre 0,0016 EUR et 0,0032 EUR selon le grammage du pain. Ces mesures revêtent une importance particulière en Égypte, où le pain est un symbole de subsistance depuis l'Antiquité, incarné par le terme arabe « eish », signifiant « la vie ».

Les tensions énergétiques pèsent également sur la production et les exportations d'engrais de l'Égypte. Le pays représente plus de 4 % de la production mondiale d'engrais et se classe au septième rang mondial pour la production d'urée (engrais azoté). Afin de limiter l'impact de la hausse des prix énergétiques mondiaux sur le budget, les autorités égyptiennes ont décidé d'augmenter les prix du gaz naturel industriel, affectant directement la production d'engrais azotés, dont près de 70 % des coûts dépendent du gaz naturel. Dans ce contexte, les prix intérieurs de l'urée ont significativement augmenté (environ 28 % sur le seul mois de mars). En parallèle, une taxe temporaire de trois mois de 90 USD par tonne sur les exportations d'engrais azotés a été instaurée, alors même que les engrais constituaient le deuxième poste d'exportation du pays en 2025 (2,8 Md USD). Les prix de l'urée égyptienne à l'exportation ont ainsi fortement augmenté, passant d'environ 420-500 USD à près de 880 USD la tonne en avril. Dès lors, le contexte international de hausse des prix des engrais affecte les coûts de production de la filière céréalière en Europe notamment. En effet, l'Union européenne importe environ 26 % de son urée depuis l'Égypte. De même, l'Égypte constituait le troisième fournisseur de la France en engrais en 2025 (279 M EUR, soit 9,7 % des importations françaises), principalement sous forme d'engrais azotés.

La France, en tant que fournisseur historique de céréales de l'Égypte, demeure engagée en faveur de la sécurité alimentaire du pays. Avec 14 % de parts de marché et 740 000 tonnes de blé exportées entre juillet 2025 et avril 2026, la France s'est maintenue au troisième rang des fournisseurs du secteur public égyptien. Cela étant, sur le marché public, la Russie demeure le premier fournisseur de blé de l'Égypte avec 41 % de parts de marché (2,1 Mt), devant l'Ukraine avec 28 % (1,4 Mt). De son côté, le marché privé est également largement dominé par les

LE CHIFFRE À RETENIR

31,3 %

PART DES CÉRÉALES
DANS LES EXPORTATIONS
AGRICOLLES FRANÇAISES
VERS L'ÉGYPTÉ EN 2025

exportateurs de la mer Noire, qui concentrent 97 % des importations égyptiennes de blé, dont 81 % pour la Russie seule (6,2 Mt) et 13 % pour l'Ukraine (965 000 tonnes). Au cours de la campagne agricole 2026/2027, l'Égypte prévoit d'importer environ 12,5 de tonnes de blé.

L'Égypte cherche à renforcer sa sécurité alimentaire et à réduire sa dépendance extérieure. Les autorités ambitionnent de faire de l'Égypte un « hub » régional des céréales et des intrants agricoles, notamment à travers des projets de centres de stockage et de plateformes logistiques, par exemple dans la région du canal de Suez. Elles ont également mis en place plusieurs mesures de soutien à la production locale, notamment la simplification des procédures de collecte et la revalorisation du prix d'achat public du blé à 2 500 EGP par tonne (contre 2 350 EGP en 2025), afin de stimuler la production nationale et de réduire la dépendance aux importations. Les capacités de stockage ont également été renforcées, *via* la mobilisation des silos publics, des infrastructures de la Banque agricole d'Égypte et du secteur privé. Dans ce cadre, l'AFD et l'UE soutiennent la construction de nouveaux silos à blé à travers le pays. Enfin, plusieurs projets industriels dans les engrais et l'ammoniac vert ont été récemment annoncés, illustrant la volonté des autorités de consolider le positionnement régional de l'Égypte dans les chaînes de valeur agricoles.

Service Économique du Caire

ÉGYPTE

1. MALGRÉ LA CRISE RÉGIONALE, LES TRANSFERTS DES EXPATRIÉS ÉGYPTIENS PROGRESSENT EN MARS

[Les transferts de fonds](#) des Égyptiens résidant à l'étranger continuent de soutenir les équilibres extérieurs du pays. Selon les données de la Banque centrale, ces flux ont progressé de 61,8 % en glissement annuel en mars, atteignant 5,5 Mds USD. Sur les neuf premiers mois de l'exercice 2025/2026, ils augmentent de 32 %, à 34,9 Mds USD. Cette évolution est attribuée notamment à la plus grande flexibilité du régime de change égyptien, qui a contribué à réduire les distorsions observées sur le marché des devises. Ces transferts constituent un soutien majeur à la balance des paiements égyptienne. Ils ont également contribué à compenser les sorties de capitaux de portefeuille, estimées à environ 10 Mds USD, et participent à la stabilisation des réserves en devises dans un contexte marqué par d'importantes échéances de remboursement extérieur.

2. NOUVELLES ÉMISSION OBLIGATAIRES

Le pays poursuit la mobilisation de financements externes dans un contexte de besoins de refinancement élevés. Le ministère des Finances a récemment [émis](#) 1 Md USD d'obligations souveraines sociales et de développement à huit ans, assorties d'un rendement de 7,6 %, avec une demande largement supérieure à l'offre. Par ailleurs, la Banque centrale d'Égypte a [levé](#) 461,5 M USD de bons du Trésor libellés en dollars, au-delà de l'objectif fixé à 400 M USD, traduisant un maintien de l'appétit des investisseurs pour la dette souveraine égyptienne. Ces opérations interviennent alors que le pays doit faire face à plusieurs échéances de dette extérieure, dont un [remboursement](#) de 524,5 M USD au Fonds monétaire international en juin.

3. LES INDICATEURS FINANCIERS CONFIRMENT UNE AMÉLIORATION DU RISQUE SOUVERAIN MAIS DES FRAGILITÉS STRUCTURELLES PERSISTENT

Les indicateurs financiers de l'Égypte témoignent d'une amélioration progressive de la perception du risque souverain. Les CDS à cinq ans ont reculé à leur plus bas niveau depuis 2020, tandis que Morgan

Stanley souligne une réduction des vulnérabilités budgétaires, notamment après le règlement d'arriérés liés aux partenaires pétroliers. Dans le même temps, S&P Dow Jones Indices envisage de [rétrograder](#) le marché actions égyptien au statut de « marché frontière », en raison de contraintes persistantes en matière d'accessibilité, de liquidité et de profondeur du marché. Ce contraste met en évidence un décalage entre l'amélioration des indicateurs financiers de court terme et la persistance de fragilités structurelles, qui continuent de limiter encore l'attractivité du marché égyptien pour les investisseurs internationaux.

4. CONTRACTION DE L'INDICE PMI EN MAI

[L'indice des directeurs d'achat \(PMI\)](#) est passé de 46,6 en avril 2026 à 47,1 en mai 2026, indiquant une contraction de l'activité du secteur privé non pétrolier, pour le 5^{ème} mois consécutif. L'enquête confirme une contraction de la demande et une importante augmentation des coûts de production. Les prix des intrants ont ainsi fortement augmenté, portés par une hausse du prix de l'énergie et une dépréciation de la livre égyptienne, amenant les entreprises à augmenter leurs prix de vente à un rythme record. En réponse à ces tensions, le mois de mai enregistre la réduction des effectifs la plus rapide depuis juin 2020, aussi bien par le non renouvellement de départs volontaires que par des licenciements. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement se sont également intensifiées avec un accroissement des délais de livraison en raison des détournements de routes maritimes et des hésitations des fournisseurs face à la volatilité des prix. Les entreprises n'ont néanmoins pas réduit leurs activités d'achat sur le mois de mai 2026, enregistrant ainsi la plus large expansion d'inventaire des trois dernières années par anticipation d'une prochaine hausse des prix.

5. LA NATIONAL AUTHORITY FOR TUNNEL PRÉVOIT 50 M USD POUR 4 PROJETS MAJEURS DE MODERNISATION ET D'EXTENSION DU MÉTRO DU CAIRE

Prévu au cours de l'exercice budgétaire 2026/27, cette [enveloppe](#) financera principalement la modernisation de la ligne 1 du métro du Caire dans le cadre d'un contrat porté par un consortium réunissant Orascom Construction, Colas Rail et

Hitachi Rail. Le reste des crédits sera consacré à des études de faisabilité pour trois extensions majeures du réseau : le prolongement de 19 km de la ligne 1 vers Shibin El Qanater, la seconde phase de la ligne 4 reliant El Fustat à New Cairo (26,9 km), ainsi qu'une extension de 3,2 km de la ligne 2 jusqu'au Ring Road, avec interconnexion au réseau de Bus Rapid Transit (BRT). Cette annonce s'inscrit dans la stratégie plus large de modernisation des transports urbains menée par les autorités égyptiennes afin de répondre à la saturation croissante du Grand Caire, où les coûts de congestion sont estimés à près de 3 à 4 % du PIB. Au-delà de l'amélioration de la mobilité urbaine, ces investissements traduisent une volonté d'accélérer le report modal vers des infrastructures de transport collectif électrifiées, alors que l'Égypte poursuit simultanément le développement du monorail, du train à grande vitesse et du premier métro d'Alexandrie.

IRAK

1. LANCEMENT D'UN NOUVEAU PROJET DE LA BERD

La Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), qui est présente en Irak depuis 2025, a adopté son deuxième projet de financement. Ce projet consiste à accorder à Al Mansour Bank, cinquième banque privée du pays avec 1,8 Md USD d'actifs et filiale de la Qatar National Bank, une ligne de crédit de 75 M USD pour soutenir les opérations commerciales des entreprises irakiennes, notamment les PME. La ligne de crédit permettra à Al Mansour Bank d'émettre des garanties pour couvrir les risques commerciaux et politiques liés aux opérations d'import/export de ses clients et d'obtenir des avances de trésorerie pour financer des prêts commerciaux à court terme. D'après la BERD, ce projet doit permettre de développer le commerce international des entreprises irakiennes en améliorant leur accès aux instruments de financement, de renforcer le secteur bancaire privé, encore largement dominé par des banques publiques inefficaces, et de favoriser l'intégration économique régionale de l'Irak.

IRAN

1. HAUSSE ILLÉGALE DES PRIX DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE

Le marché automobile a été secoué par la décision unilatérale de l'entreprise "Modiran Khodro" (qui assemble des véhicules de marques chinoises) d'augmenter ses prix de 80 à 100 %. L'Organisation de protection des consommateurs et le ministère de l'Industrie ont déclaré cette hausse illégale, exigeant l'arrêt immédiat des ventes à ces tarifs. Sur le marché libre, les prix des véhicules nationaux restent élevés : le pick-up Arisan 2 se vend à 15 Mds de rials, la Peugeot 207 automatique à 26 Mds, et la Tara automatique V4 à 24 Mds. Chez Saipa, le modèle Sahand S atteint 14 Mds de rials et l'Atlas G 15 Mds. Pour pallier la baisse du pouvoir d'achat, des offres de vente à tempérament sur 60 mois se multiplient. En revanche, le premier constructeur national Iran Khodro (IKCO) a annoncé une baisse de 95 % de ses retards de livraison. Le nombre de véhicules en attente de livraison est passé de 39 010 unités il y a deux mois à seulement 1 969 aujourd'hui, ce qui représente moins d'une journée de production (capacité quotidienne = 2 000 véhicules). Les inscriptions pour les nouveaux plans de vente d'IKCO exigent des acomptes allant de 6 à 7 Mds de rials (environ 4 300 USD).

2. CONSOMMATION INTERNE ET PRIX DES CARBURANTS

Confrontée à l'insuffisance de ses capacités de raffinage dans le contexte d'une hausse constante de la consommation, la République islamique est contrainte d'importer 30 millions de litres d'essence par jour, ce qui coûte 8 Mds USD par an au budget de l'État. En dépit de cette évolution, le gouvernement cherche à éviter une augmentation immédiate du prix de l'essence. L'une des pistes pour y parvenir serait la mise en place d'une politique d'incitation financières au profit des automobilistes réduisant leur consommation. Par ailleurs, la distribution des cartes de carburant a été optimisée, avec des délais de livraison réduits à 48 heures à Téhéran. Enfin, pour lutter contre le gaspillage énergétique, des campagnes ciblent les 2 millions de chaufferies résidentielles de Téhéran, dont l'optimisation par des thermostats intelligents pourrait générer des économies massives de gaz et d'électricité. Dans d'autres provinces comme Zanjan, la lutte contre le



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

vol d'électricité a permis de récupérer 1 900 MWh en supprimant 236 raccords illégaux.

3. HAUSSE HISTORIQUE DE LA BOURSE DE TÉHÉRAN

Dopée par les négociations irano-américaines en cours, le marché boursier iranien traverse une période de croissance exceptionnelle au terme d'une longue phase de stagnation. L'indice principal (TEDPIX) a enregistré une hausse spectaculaire de 63 657 points (+2 %) pour franchir le cap des 4,3 millions de points. L'indice à pondération égale a également progressé de 18 567 points (+1,7 %) pour atteindre 1,15 million de points. Cette dynamique est soutenue par une injection massive de liquidités : la valeur des transactions de détail a atteint le niveau record de 27 510 à 280 000 Mds de rials en une seule journée. L'afflux d'argent frais (*retail money*) a été évalué à 60 000 Mds de rials, marquant le niveau le plus élevé depuis la réouverture du marché. On observe également un transfert massif de capitaux, avec des sorties de plus de 23 000 Mds de tomans des fonds à revenu fixe vers les actions. Les secteurs de l'alimentation, de la pharmacie, de l'agriculture et du ciment ont mené la hausse, tandis que le secteur automobile a commencé à montrer des signes de prise de bénéfices. Les analystes estiment que ce retour d'un appétit pour le risque reflète la tarification par le marché d'un possible accord Iran-USA, mais aussi une tentative de rattrapage face à l'inflation.

4. INFRASTRUCTURES ÉNERGÉTIQUE ET GESTION DE L'ÉLECTRICITÉ

Le ministre du Pétrole a annoncé le début de la reconstruction des installations gazières et énergétiques endommagées lors de la récente guerre de 40 jours, promettant un retour rapide aux niveaux de production qui prévalaient en fin d'année dernière. Parallèlement, dans le secteur de l'électricité, la compagnie nationale Tavanir a lancé une vaste opération contre les branchements illégaux qui exacerbent la pression sur le réseau national. Près de 200 transformateurs illégaux ont été découverts dans le secteur agricole, souvent utilisés pour le minage illégal de cryptomonnaies et les « fermes de serveurs » et profitant de l'électricité subventionnée. Par ailleurs, le pouvoir judiciaire de la province de Mazandaran a émis un avertissement sévère

concernant l'utilisation de mazout de mauvaise qualité par la centrale électrique de Neka, une pratique qui génère de graves problèmes de santé publique et de pollution environnementale. Enfin en matière d'énergies renouvelables, la province de Fars a réalisé des progrès significatifs avec la connexion de 3 325 petites centrales solaires au réseau, totalisant une capacité de 21 mégawatts et générant des revenus de 145 Mds de rials pour les ménages bénéficiant de ces installations.

ISRAËL

1. MÉTRO DE TEL-AVIV : 20 CONSORTIUMS INTERNATIONAUX CANDIDATS À LA 1^{ÈRE} PHASE DES INFRASTRUCTURES

Vingt-deux entreprises internationales et onze sociétés israéliennes ont déposé leur candidature à la phase de présélection (« PQ ») de l'appel d'offres « Infra 1 » du futur métro du Grand Tel-Aviv, regroupées au total au sein de vingt consortiums mêlant acteurs locaux et étrangers. Parmi les candidats internationaux figurent neuf entreprises indiennes, six chinoises, cinq européennes et deux américaines. D'un montant de 65 Mds ILS (16 Mds EUR) pour cette première phase, le marché « Infra 1 » porte sur les travaux de génie civil, le creusement de 75 km de tunnels doubles et la construction de 59 stations souterraines (sur un total de 109 stations prévues). Ce chantier nécessitera la mise en œuvre d'une vingtaine de tunneliers géants (TBM) fonctionnant en continu. La société publique NTA, maître d'ouvrage, doit désormais vérifier la conformité des candidatures avant de retenir les concurrents admis à l'appel d'offres final, dont la publication est attendue cette année. Une présélection « Infra 2 », consacrée à la pose des voies, suivra d'ici la fin de l'année, les appels d'offres d'exploitation des lignes étant prévus entre 2029 et 2031. Évalué à 177 Mds ILS (62 Mds USD) fin 2025, le projet de métro (le plus grand chantier d'infrastructure de l'histoire d'Israël) devrait dépasser les 200 Mds ILS (70 Mds USD) en cours de réalisation. Sa mise en service, initialement annoncée dès 2037, est désormais anticipée de manière progressive après 2040.



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

2. NOUVEAU RECORD DES EXPORTATIONS ISRAËLIENNES DE DÉFENSE EN 2025

Selon le ministère israélien de la Défense, les exportations de défense ont atteint un nouveau record en 2025, à 19,2 Mds USD, en hausse de 30 % par rapport à 2024, et malgré la nécessité de répondre à une forte demande locale sur ces équipements. Ce montant, soit le double de 2020 et le quadruple de 2015, illustre le poids désormais majeur de ce secteur dans la balance commerciale du pays, avec 12 % du total des exportations (biens et services) contre 7,5 % en 2022. L'Asie-Pacifique demeure la première destination de ces équipements (32 % en 2025 contre 23 % en 2024 et 48 % en 2023). Dans le même temps, la part de l'Europe a chuté de 54 % à 36 %, tandis que celle des pays signataires des accords d'Abraham a crû de 3 % en 2023 à 15 % en 2025, soit davantage que la part des États-Unis (13 %).

3. PRÉVISIONS DE CROISSANCE CONTRASTÉES POUR 2026

Dans sa troisième révision pour 2026, établie après la publication des résultats du premier trimestre (contraction de 3,3 %, moins marquée que prévu), l'économiste en chef du ministère des Finances table désormais sur une croissance de 4 % de l'économie israélienne cette année. Plus optimiste que l'estimation de mars (entre 3,3 % et 3,8 %, en plein conflit avec l'Iran), cette prévision reste néanmoins en retrait par rapport aux évaluations d'avant-guerre (5,2 %, puis 4,7 %). L'OCDE se montre, elle, plus prudente : elle n'attend qu'une croissance de 3,3 % en 2026, contre 4,9 % dans sa précédente prévision, le conflit militaire avec l'Iran et le Liban ayant selon elle pesé sur la consommation privée et l'emploi. Toujours selon l'OCDE, le déficit budgétaire devrait atteindre 5,2 % en fin d'année, au-delà du seuil de 4,9 %, ce qui porterait la dette publique de 69,5 % fin 2025 à 71 % fin 2026.

4. BILAN INTERMÉDIAIRE SATISFAISANT POUR LA RÉFORME PHASE DES IMPORTATIONS

Un an et demi après le lancement de la première phase de sa réforme des importations, baptisée *What's Good for Europe is Good for Israel* (consistant à faciliter l'entrée sur le territoire des produits suivant les normes techniques européennes et visant à casser les oligopoles d'importation), le ministère de l'Économie et de l'Industrie publie un rapport

d'étape assorti de premières données sur son efficacité. Celles-ci feraient état d'un changement significatif sur le marché des biens de consommation. Le nombre d'importateurs a progressé pour les aspirateurs (+35 %), les lave-linge (+20 %), les poussettes (+15 %) et les smartphones (+11 %), tandis que la valeur des importations augmentait fortement : machines à café (+31 %), aspirateurs (+28 %), ordinateurs (+27 %) et poussettes (+9 %). Entrée en vigueur en deux temps le 1^{er} juillet 2024 puis le 1^{er} janvier 2025, la réforme porte sur un volume annuel d'importations d'environ 110 Mds ILS (33 Mds EUR), dont quelque 45 Mds ILS (13,5 Mds EUR) de produits normés relevant du ministère, et concerne près de 40 % de la consommation des ménages israéliens.

5. ISRAËL SIGNE UNE DÉCLARATION D'INTENTION AVEC LA BID

Le ministre des Finances et le président de la Banque interaméricaine de développement (BID) ont signé une déclaration d'intention en faveur des « fonds des accords d'Isaac », une initiative de coopération politico-économique lancée par le président argentin Javier Milei. Ces accords visent à renforcer les liens politiques, économiques et technologiques entre Israël et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, en bâtissant un cadre de coopération dans les domaines des infrastructures, de l'innovation, de l'investissement et du développement. Le fonds reposerait sur trois volets : une assistance technique destinée à soutenir la préparation des projets, les études de faisabilité et le renforcement des capacités ; un mécanisme de financement mixte (*blended finance*) à l'appui des activités d>IDB Invest, via des financements à conditions préférentielles ; et une structure de mobilisation de capitaux privés, soutenue par le gouvernement israélien, qui a ouvert en avril dernier une ligne d'assurance-crédit à l'export vers l'Argentine de 150 M USD.

JORDANIE

1. TAUX DE CHÔMAGE EN TRÈS LÉGÈRE BAISSÉ EN 2025

Selon le Département des Statistiques (DoS), le taux de chômage des jordaniens a diminué de 0,1 point de pourcentage (pp) en 2025 par rapport à 2024, pour atteindre 21,3 %. Le taux reste particulièrement élevé

chez les femmes à 33,2 % (+0,3 pp par rapport à 2024) et chez les jeunes à 55,6 % pour les 15-19 ans (-1 pp en g.a.) et 45,8 % pour les 20-24 ans (+0,8 pp en g.a.). Au niveau des gouvernorats, Ma'an et Ma'raq ont enregistré le taux de chômage le plus élevé (respectivement 27,6 % et 26,4 %), tandis qu'Aqaba a enregistré le taux le plus bas (10,9 %). Le taux de chômage de la population totale atteint quant à lui 16,3 % soit une baisse de -0,5 pp par rapport à 2024. Au premier trimestre 2026, le taux de chômage total aurait atteint 16,1 %, en baisse là encore de -0,5 pp, par rapport au trimestre précédent.

2. SITUATION DU SECTEUR AÉRIEN EN AVRIL

L'aéroport international Queen Alia a connu en avril une hausse du nombre de passagers de +11,2 % par rapport à mars 2026 (glissement mensuel g.m.), soit 411 865 passagers. Ce chiffre représente toutefois une baisse de -49,5 % par rapport au mois d'avril 2025 (glissement annuel g.a.). L'aéroport aurait également traité 4 114 tonnes de fret au cours du mois d'avril, soit une hausse de +44,3 % en g.m., et une baisse de -34,7 % en g.a. Le ministère du Tourisme et des Antiquités a annoncé la reprise des vols des compagnies aériennes low-cost à partir du 1^{er} juillet. Pour mémoire, ces dernières avaient suspendu leurs liaisons avec Amman depuis mars 2026.

3. IMPACT DE LA GUERRE SELON LE RAPPORT RÉGIONAL DE LA BERD

D'après le rapport régional de la Banque européenne pour la reconstruction et développement publié début juin, la Jordanie a enregistré un taux de croissance de +2,8 % en 2025, portée par le tourisme et les exportations. L'effet du conflit au Moyen-Orient a toutefois pesé sur les perspectives de l'année en cours, la croissance étant estimée à +2,6 % en 2026, ralentie sous l'effet de la crise sur les importations d'énergie et le tourisme, creusant les déficits extérieurs. La Banque estime une reprise de la croissance à +2,8 % en 2027, sous conditions d'un apaisement régional. Le rapport souligne que la Jordanie demeure largement dépendante des importations, une vulnérabilité majeure dans un contexte inflationniste mondial.

LIBAN

1. RECU DES VENTES IMMOBILIÈRES (-31 %) SUR LES QUATRE PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE

Selon les chiffres publiés par la Direction générale des affaires foncières et du cadastre, le marché immobilier local a enregistré 14 976 ventes au cours des quatre premiers mois de l'année 2026, contre 21 720 sur la même période en 2025. Le secteur immobilier local a subi les répercussions de la guerre, qui a entamé la confiance des investisseurs, en particulier étrangers, et contribué à concentrer l'activité dans les régions les moins touchées par les bombardements.

La région de Baabda-Aley-Chouf a ainsi concentré le plus grand nombre de transactions avec 3 230 ventes (21,6 % du total), suivie du Nord du pays avec 3 198 opérations (21,4 %) et du Metn-Nord avec 2 203 transactions (14,7 %). Beyrouth occupe en revanche la première place des acquisitions en valeur avec 36 474 Mds LBP, soit 26 % du total enregistré sur la période.

230 opérations ont été effectuées par des non-résidents entre janvier et avril 2026, contre 613 un an plus tôt, soit une chute de 63 %. Leur part dans le total des transactions est ainsi passée de 2,8 % à 1,5 % en un an.

2. LANCEMENT DE LA 1^{ÈRE} LIGNE PUBLIQUE DE BUS ÉLECTRIQUES AU LIBAN

Le Liban a inauguré sa première ligne interurbaine de bus électriques, reliant Beyrouth à Byblos (Jbeil). Exploitée par l'Office libanais des Chemins de Fer et des Transports en Commun, la liaison est assurée par quatre bus électriques desservant sept stations. Elle devrait permettre de transporter environ 150 000 passagers par an. Le projet, financé par le Fonds pour l'environnement mondial, a été mis en œuvre par les Nations Unies.

Cette nouvelle ligne de bus s'ajoute aux 11 actuellement en service au Liban, qui transportent plus de 7 000 passagers par jour. Le ministre des Transports, Fayez Rasamny, a par ailleurs annoncé la mise en circulation prochaine des 30 bus offerts par le Qatar en décembre 2025, qui permettront d'exploiter six liaisons supplémentaires. Ce don s'ajoute aux 49 bus offerts par la France au Liban en mai 2022.

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

3. EXCÉDENT BUDGÉTAIRE DE 2025 À 4,9 % DU PIB

D'après les dernières données du ministère des Finances, le Liban a enregistré en 2025 un excédent budgétaire de 130 242 Mds de livres libanaises (LBP), soit 1,5 Md USD et 4,9 % du PIB de 2025, contre 21 858 Mds un an plus tôt, tandis que l'excédent primaire a atteint 157 428 Mds LBP (1,8 Md USD).

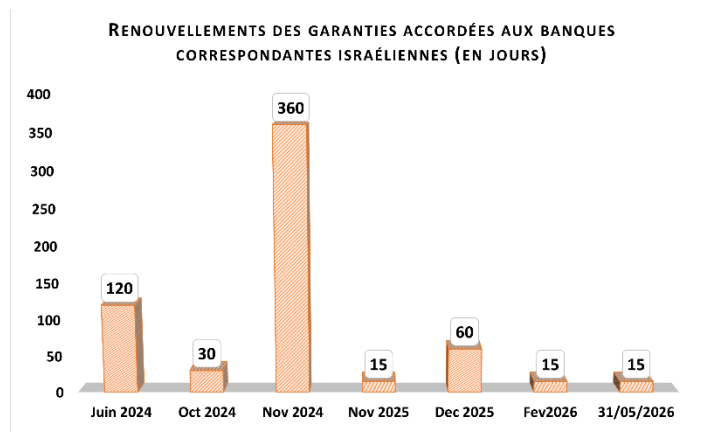
Cette amélioration s'explique par le redressement progressif de l'activité économique après la fin du conflit de 2024 et l'élection présidentielle de janvier 2025, dans un contexte de croissance du PIB estimée par la Banque du Liban à 3,8 %. Les recettes publiques ont progressé à 554 351 Mds LBP, soutenues par la hausse du rendement fiscal, notamment de la TVA, des impôts sur les revenus et des taxes liées au commerce extérieur. La reprise du tourisme, l'augmentation du trafic aéroportuaire et l'amélioration de l'activité du secteur privé ont également favorisé la collecte des recettes. Les dépenses totales se sont élevées à 424 109 Mds LBP, dominées par les charges de personnel, tandis que les dépenses d'investissement ont fortement augmenté pour soutenir les infrastructures et les besoins de reconstruction. Malgré cette performance budgétaire solide, la pérennité de cette amélioration demeure incertaine en raison de la reprise du conflit entre Israël et le Hezbollah à partir de mars 2026, qui pèse déjà sur l'économie et les finances publiques.

PALESTINE

1. NOUVELLE PROLONGATION DES CORRESPONDANCES BANCAIRES ENTRE LES BANQUES ISRAËLIENNES ET PALESTINIENNES

Les autorités israéliennes ont accordé une nouvelle prolongation de **15 jours** des garanties permettant aux banques israéliennes de maintenir leurs relations de correspondance avec les banques palestiniennes, après l'échéance du 31 mai 2026. Ces mécanismes sont essentiels au fonctionnement de l'économie palestinienne puisqu'ils permettent les paiements en shekels, les échanges commerciaux et les transferts financiers. Selon la PMA, près de **50 Md ILS** de flux financiers transitent chaque année par ce dispositif. Cette nouvelle prolongation intervient alors que les banques palestiniennes accumulent environ **17 Mds ILS** de liquidités en shekels qu'elles peinent à transférer vers Israël. La multiplication des

renouvellements de très courte durée alimente l'incertitude du secteur bancaire palestinien et constitue l'un des principaux risques pesant sur sa stabilité financière.



2. L'UNION EUROPÉENNE MOBILISE 9 M EUR EN FAVEUR DES ZONES INDUSTRIELLES PALESTINIENNES

L'Union européenne a lancé un programme de 9 M EUR destiné à soutenir le développement des zones industrielles palestiniennes en Cisjordanie. Mis en œuvre avec l'Autorité palestinienne et la PIEFZA, il vise à encourager l'installation et l'expansion d'entreprises grâce à des incitations financières directes.

Le programme doit favoriser l'investissement productif, la création d'emplois et le développement des capacités industrielles locales. Il s'inscrit dans le cadre du soutien européen à la résilience du secteur privé palestinien.

3. LA MINISTRE DU TRAVAIL RENFORCE LA COORDINATION AVEC LES AGENCES DES NATIONS UNIES

La ministre palestinienne du Travail a réuni le 1^{er} juin les principales agences des Nations unies actives dans les Territoires palestiniens afin d'améliorer la coordination des programmes de soutien à l'emploi, à la formation et à l'entrepreneuriat.

Cette initiative intervient alors que le marché du travail demeure fortement dégradé : le chômage atteignait 78 % à Gaza et 27,5 % en Cisjordanie fin 2025. Dans le même temps, le nombre de travailleurs palestiniens employés en Israël et dans les colonies est passé d'environ 177 000 avant octobre 2023 à 50 000 fin 2025.

SYRIE

1. PREMIÈRE CONFÉRENCE SUR LE SECTEUR PRIVÉ À DAMAS

Les 1^{er}, 2 et 3 juin, le gouvernement syrien a organisé à Damas la première Conférence nationale de dialogue avec le secteur privé, réunissant des responsables gouvernementaux, des acteurs économiques et des organisations internationales. Soutenu par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le gouvernement japonais, cet événement visait à présenter les perspectives d'un partenariat stratégique entre l'État syrien et le secteur privé, vu comme clé dans le redressement du pays, afin d'accompagner la relance économique. Dans ce cadre, plusieurs tables rondes et interventions ont permis de préciser, dans le champ financier notamment, les objectifs des autorités. Le ministre de l'Économie a précisé que le gouvernement n'envisageait pas de privatiser les actifs publics, mais cherchait à en améliorer la productivité par le biais de partenariats. De son côté, le ministre des Finances a annoncé une réforme fiscale globale destinée à simplifier les procédures, restaurer la confiance des acteurs économiques et encourager le réinvestissement des bénéficiaires. Cette initiative s'inscrit dans la Stratégie de transformation 2026-2030 du ministère, qui vise à améliorer l'environnement des affaires et à attirer les investissements nécessaires à la reconstruction.

À l'occasion de cette conférence, le Conseil syrien de coordination des conseils d'affaires a lancé une charte et un guide opérationnel destinés aux conseils d'affaires conjoints syriens. Cette démarche a pour objectif d'unifier le cadre institutionnel régissant les relations économiques avec les pays partenaires, tout en favorisant les investissements étrangers. La charte fixe notamment comme priorités le développement des exportations syriennes, l'attraction de nouveaux investissements, la création d'opportunités pour les entreprises nationales et le renforcement de leur compétitivité sur les marchés internationaux.

2. TAUX DE REMPLACEMENT DE L'ANCIENNE MONNAIE À 63 %

Le nouveau gouverneur de la Banque centrale syrienne, Mohammed Safwat Raslan, nommé à ces fonctions en mai 2026, a annoncé que plus de 63 % du processus national de remplacement des anciens billets de banque, lancé le 1^{er} janvier 2026, avait été achevé, reflétant selon lui une forte adhésion du public et l'efficacité de l'opération. Afin de permettre aux retardataires de procéder à l'échange de leurs billets, la Banque centrale a prolongé de 30 jours la période de conversion, repoussant l'échéance du 1^{er} au 31 juillet 2026. Les établissements financiers agréés ont été appelés à cesser toute remise en circulation des anciens billets et à n'utiliser que la nouvelle livre syrienne pour les retraits, paiements et opérations de change. La Banque centrale a également réaffirmé son engagement à fournir des quantités suffisantes de la nouvelle monnaie afin d'assurer une transition complète vers son utilisation exclusive à l'issue de la période d'échange.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2025	FMI / WEO	118,3	46	86,7	10,2	11,5	5,8	5,6	25,6
PIB (Mds USD) – 2025	FMI / WEO	349	265	376	665	62	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2025	FMI / WEO	3190	5830	4250	67000	5356	4470	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2025	FMI / WEO	4,4	0,5	0,3	3,1	2,7	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	-7,2	-6,3	-4,3	4,9	-5,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	84	53,1	36,4	70	83,4	114	86*	n/a
RATING COFACE 2025	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	11,9	-1,2	60	1,8	1,1	15,3	48,9	15,2
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,8	n/a	39,4	50,2	n/a	50,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1838	418	231	1885	1240	540	30	30
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1214	1556	51	1410	60	93	4	4

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024/2025

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr